

**CONVENTION RÉGISSANT
LES MISSIONS, LE FONCTIONNEMENT ET LES ACTIVITÉS
DU RESEAU D'OBSERVATION DE LA CONSOMMATION DES ESPACES
(ROCER)
EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ**

ENTRE :

- **L'État**, représenté par Madame la Préfète de la région Bourgogne-Franche-Comté, Préfète de Côte d'Or, 53 rue de la Préfecture 21000 Dijon,
- **La Région Bourgogne-Franche-Comté**, représentée par Madame la Présidente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, 4 Square Castan 25000 Besançon,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE CONTEXTUEL

- **Le cadre législatif invite à la création d'un observatoire de la consommation des espaces co-piloté par l'État et la Région**

La réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers est un sujet ancien, mais de plus en plus prégnant dans le contexte législatif et réglementaire.

La lutte contre la consommation excessive de ces espaces est un enjeu déjà identifié par la loi Grenelle 2 qui portait le principe d'une « utilisation économe des espaces », tandis que la loi MAP (Modernisation de l'agriculture et de la pêche) du 27 juillet 2010 s'attachait à réduire la consommation des espaces agricoles.

La loi Alur réaffirme cette nécessité et renforce le dispositif actuel. Elle vise particulièrement à limiter à la fois le mitage des espaces naturels, agricoles et forestiers, mais aussi l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation. Ainsi les documents de planification (rapports de présentation de Scots, PLU) doivent comporter une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers :

« Le rapport de présentation analyse la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. »

La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 27 octobre 2014 prévoit la mise en place d'observatoires régionaux :

« L'observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers élabore des outils pertinents pour mesurer le changement de destination des espaces naturels, forestiers et à vocation ou à usage agricole. Il évalue, en coopération avec les observatoires régionaux des espaces

naturels, agricoles et forestiers, la consommation de ces espaces et apporte son appui méthodologique aux collectivités territoriales et aux commissions prévues à l'article L. 112-1 pour l'analyse de la consommation desdits espaces. Il homologue des indicateurs d'évolution des espaces naturels, agricoles et forestiers en coopération avec les observatoires régionaux des espaces naturels, agricoles et forestiers. »

Le renforcement des responsabilités de la Région en matière d'aménagement et de développement durable de son territoire voulu par la loi NOTRe du 7 août 2015, confirme, s'il en était besoin, la légitimité d'un co-pilotage État – Région du Réseau Régional d'Observation de la consommation des espaces. La Région doit en effet élaborer un Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) qui fixe notamment des objectifs en matière de gestion économe de l'espace. Elle a donc besoin de s'appuyer sur un outil de connaissance et de partage de la gestion économe de l'espace afin d'orienter ses décisions politiques.

➤ **Le foisonnement d'initiatives locales invite à la création d'un lieu d'échange et de partage autour de la question de la consommation des espaces**

Plusieurs observatoires infra-régionaux ont été mis en place ou sont en projet :

- L'observatoire départemental du Jura : engagé depuis 2013 et animé par la DDT39. Des productions, un lieu d'échanges avec de nombreux acteurs une forte dynamique et participation ;
- Un observatoire animé par la DDT 25 dans le cadre d'une charte partenariale, lancé en septembre 2016 ;
- Un projet d'observatoire dans le Territoire-de-Belfort ;
- L'observatoire de la consommation des sols de l'agence d'urbanisme du Sud Bourgogne.

Des modèles d'occupation du sol (MOS) sont développés par les acteurs locaux pour leurs besoins d'observation :

- les MOS des agences d'urbanisme ;
- le MOS DRAAF / Théma ;
- le projet de MOS du PNR du Haut Jura.

Diverses autres études ou données sont produites sur cette thématique (liste non exhaustive) :

- Atlas de la valeur des terres agricoles dans le Doubs et le Territoire-de-Belfort ;
- Études CEREMA-DRAAF-DREAL sur le suivi de la consommation des espaces agricoles ;
- Outil d'observation des dynamiques d'urbanisation de la DREAL ;
- Atlas des zones d'activités de l'ARD ;
- signature en juillet 2014 d'une charte pour une gestion économe de l'espace agricole dans l'Yonne, qui s'est poursuivie par un bilan synthétique de la consommation d'espace sur ce territoire depuis 2013.

➤ **Le foisonnement d'initiatives locales invite à la création d'un lieu d'échange et de partage autour de la question de la consommation des espaces**

Lors du séminaire sur le foncier tenu le 5 novembre 2014 en Franche-Comté, le constat a été fait de l'intérêt qu'il y avait à échanger sur les expériences conduites en matière de maîtrise de la consommation des espaces, et de l'utilité d'un observatoire régional lieu de partage et de mise en commun.

Sur la base des enseignements d'une étude de faisabilité conduite par le CEREMA, les acteurs de l'aménagement en Franche-Comté ont précisé lors d'une réunion technique tenue le 5 novembre 2015, ce qu'ils attendaient d'un tel outil et comment ils en voyaient le fonctionnement.

Durant le séminaire organisé le 31 mars 2016, c'est l'ensemble des acteurs de Bourgogne et de Franche-Comté qui ont été invités à s'exprimer. Ils ont conclu au besoin de :

- mettre en réseau les acteurs, en vue de construire des méthodes d'analyse et un outil d'aide à la décision ;
- mettre à disposition ces méthodes et données ;
- accompagner les acteurs (y compris formations).

Il a été souligné que ce réseau doit répondre à une logique d'emboîtement entre les besoins des différents niveaux (EPCI, départemental, régional et national). Il pourra être amené à devenir :

- un centre de ressources (court terme) sur les données, méthodes d'observation, acteurs existants, à différentes échelles ;
- un producteur régional de données sur la consommation des espaces ;
- un unificateur de méthodes, en tendant vers une méthodologie partagée à l'échelle régionale.

ARTICLE 1 : Missions confiées au réseau d'observation de la consommation des espaces en région (ROCER)

1-1 Finalités et objectifs stratégiques

L'État et la Région ont décidé la création d'un Réseau d'Observation de la Consommation des Espaces en Région (ROCER) afin de concourir à une gestion plus économe des espaces. Il poursuit les objectifs stratégiques suivants :

- Développer et partager la connaissance de l'occupation des espaces dans la région ;
- Coordonner les démarches régionales et infra-régionales ;
- Informer, mobiliser, et sensibiliser les acteurs ;
- Alimenter les stratégies des différents acteurs et la déclinaison des politiques publiques ;
- Il aura la préoccupation constante de prendre en considération les besoins du terrain, mais n'a en revanche pas vocation à se substituer aux observatoires départementaux (son rôle relève plutôt de la mise en réseau).

1-2 Objectifs opérationnels

Les objectifs stratégiques se déclinent en 5 objectifs opérationnels, impliquant chacun un ensemble d'actions :

➤ Favoriser l'accès aux données adaptées à l'observation des phénomènes

Afin de définir le plan d'action correspondant à cet objectif, des groupes de travail sont mis en place, qui auront à préciser :

- les données de base nécessaires,
- le cadre méthodologique,
- une proposition de référentiel régional.

Un premier groupe, co-animé par la DREAL et la Région avec l'appui de IDéO Bourgogne-Franche-Comté (IDéO BFC), est dénommé « groupe de travail occupation du sol ». Il est composé d'un ensemble de partenaires techniques (agences d'urbanismes, CEREMA ...) volontaires pour contribuer aux travaux de ce groupe de travail.

Ces travaux pourront être alimentés par d'autres groupes de travail, notamment celui sur le foncier économique (qui s'intéresse aux ZAE).

L'accès à la donnée et son harmonisation seront ainsi assurés par l'échelon régional. Des conventions pourront être passées avec les territoires partenaires (mutualisation / optimisation possible des moyens humains).

➤ **Faciliter la production d'analyses partagées**

Les données ou études produites par les partenaires, notamment par les observatoires départementaux, sont présentées en comité technique du ROCER (voir § 3.1 Gouvernance) afin d'en débattre et de construire des analyses partagées.

➤ **Se doter d'un centre de ressource dédié**

Le centre de ressources du ROCER aura pour missions de :

- mettre en ligne l'ensemble de l'information du réseau ;
- organiser des formations ;
- organiser des temps d'échanges.

➤ **Sensibiliser et diffuser la connaissance**

Afin de tenir l'ensemble des acteurs de l'aménagement du territoire de la région informés des travaux du ROCER, et en même temps développer leur sensibilisation au enjeu de la préservation des espaces, il leur sera proposé chaque année un séminaire consacré à cette thématique (sur le modèle de celui de mars 2016).

➤ **Fournir des outils pédagogiques aux acteurs**

Les acteurs de l'aménagement du territoire ont besoin de supports pour sensibiliser à leur tour le public et les aménageurs. Le comité technique proposera les types de supports qui lui paraissent pertinents.

ARTICLE 2 : Composition et fonctionnement du réseau

2-1 Gouvernance

La gouvernance est structurée en deux niveaux :

- un comité de pilotage, composé de la Région et l'État (DREAL et DRAAF) : il garantit la légitimité et la continuité des actions, fixe les objectifs et les orientations ;
- un comité technique : DREAL, DRAAF, Région, DDTs, observatoires départementaux, EPF, agences d'urbanisme, PNR, laboratoire Théma, CEREMA (appui technique et animation), IDÉO BFC. Il garantit l'organisation du travail et son caractère opérationnel grâce à la préparation du plan d'action annuel et au suivi de l'action des groupes de travail. Les observatoires départementaux du Jura et du Doubs sont représentés à ce comité technique *via* les DDTs ; les représentants des observatoires départementaux assurent le lien entre les niveaux régional et départemental.

2-2 Parties prenantes

Il s'agit de l'ensemble des acteurs de l'aménagement du territoire de la région et des partenaires susceptibles d'être intéressés par les travaux du ROCER ou d'y contribuer.

- acteurs institutionnels : État, Région, Départements, ADEME, chambres d'agriculture...
- acteurs territoriaux : EPCI, SCoT, PETR, départements, PNR...
- acteurs professionnels : EPF, SAFER, IGN, ARD, CRPF, INAO...

Un séminaire annuel d'information et de sensibilisation sera organisé chaque année et

permettra en particulier de recueillir les besoins auprès des parties prenantes en vue d'élaborer le plan d'action annuel.

ARTICLE 3 : Moyens humains et budgétaires

Chaque signataire mobilise du personnel pour le fonctionnement du ROCER et affecte annuellement des crédits pour la réalisation des études de programme. La désignation du maître d'ouvrage de chaque étude sera faite en comité de pilotage. Des conventions spécifiques seront éventuellement conclues avec d'autres partenaires.

Par ailleurs, le fonctionnement du ROCER requiert de plusieurs structures une contribution importante, qui doit être programmée :

- Les agences d'urbanisme

Leur participation à ce réseau est essentielle, les agences développant des outils de suivi de l'occupation du sol, et des travaux d'analyse dans le cadre des ScoT qu'elles élaborent ; cette contribution sera inscrite dans leur programme de travail partenarial pluriannuel.

- IDéO BFC

IDéO BFC est appelé à contribuer au réseau en raison des aménités qu'il propose pour travailler en commun sur les questions de partage et de diffusion des données. Il lui est demandé d'organiser dès 2016 les travaux du groupe technique consommation d'espace. Cette mission sera explicitement prévue dans son programme de travail à compter de 2017.

- Le CEREMA

Il assure un appui à l'animation des observatoires du Doubs et du Jura ; il a également conduit l'étude de faisabilité de l'observatoire régional de Franche-Comté, et effectue des missions similaires dans d'autres régions ; son expertise est donc requise, à la fois pour l'appui à l'animation du ROCER, pour des apports en termes de parangonnage, et pour des études ou analyses ponctuelles ; le financement de ces interventions sera assuré par la DREAL.

ARTICLE 4 : Évaluation et suivi

Le suivi et l'évaluation des actions menées par le réseau se font essentiellement par le biais de trois processus classiques :

- un bilan annuel ;
- un plan d'action annualisé validé annuellement, par délibération du Conseil Régional ou en CAR (État) ;
- une évaluation à trois ans sur la base d'une interrogation des parties prenantes et en faisant intervenir le CEREMA.

•

ARTICLE 5 : Modifications et litiges

Les termes de la présente convention peuvent être modifiés par avenant. Dans le cas où l'interprétation et l'exécution des dispositions de cette convention soulèveraient un différend qui ne pourrait être résolu à l'amiable, les parties conviennent de rechercher une conciliation par un tiers choisi d'un commun accord, avant de porter éventuellement le conflit devant le Tribunal administratif.

ARTICLE 6 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est signée pour une durée de trois ans. Elle sera reconduite de façon tacite au terme de ces trois années, pour des périodes successives de trois ans.

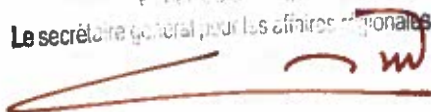
Elle pourra être dénoncée à tout moment à la demande d'un signataire après envoi, à cet effet, d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre signataire. La dénonciation prendra effet un mois après la date de réception de cette lettre.

Fait à Besançon, le - 9 FEV. 2017

La Préfète de la Région
Bourgogne-Franche-Comté

Pour la Préfète de la Région Bourgogne-Franche-Comté

Le secrétaire général pour les affaires régionales



Eric PIERRAT

La Présidente du Conseil Régional
Bourgogne-Franche-Comté

Pour la Présidente et par délégation,
Le Directeur général Adjoint des services



Laurent MOYNAC